MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ECONOMIQUES DU 8 AU 14 AOUT 2022

UNE PUBLICATION DES SERVICES ECONOMIQUES AU CANADA

Politiques économiques

Le dollar canadien au plus haut depuis deux mois, en réaction au ralentissement de l'inflation américaine

La devise canadienne s'est appréciée face au dollar américain, atteignant le taux de change le plus élevé depuis deux mois (0,78 USD). L'inflation plus faible que prévu aux Etats-Unis a rassuré les investisseurs concernant de plus faibles remontées des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine dans les mois à venir. En conséquence, le dollar américain s'est déprécié face aux autres monnaies, dont le dollar canadien.

La pénurie de main d'œuvre accélère la demande pour les travailleurs étrangers temporaires

44 200 demandes sollicitant le programme des travailleurs temporaires étrangers ont été approuvées par le Canada au premier trimestre 2022, un record depuis 2017. Les principaux demandeurs sont les employeurs des exploitations agricoles qui, à eux seuls, constituent plus de la moitié des demandes totales, suivis du secteur de la restauration. Face à la pénurie de main d'œuvre prolongée et grâce à l'extension en avril dernier du programme d'immigration pour les travailleurs étrangers, l'augmentation du nombre de demandes de programme de travail temporaire approuvées devrait se poursuivre.

Le Canada connaît une vague de départs à la retraite inédite

Environ 300 000 personnes ont pris leur retraite au Canada au cours des douze derniers mois, soit 30% de plus qu'il y a un an et 15% de plus que lors des mois précédents la pandémie. Jusque-là épargné par la « Grande Démission » - phénomène de démission massive des employés dans le contexte de la reprise économique - le Canada se trouve à son tour exposé à une vague de départs volontaires. Celle-ci concerne principalement les employés situés dans la tranche d'âge entre 55 et 64 ans qui, malgré des conditions économiques incertaines, auraient privilégié une retraite anticipée. Si les économistes prévoyaient déjà des tensions à long terme sur le marché du travail en raison du vieillissement de la population, cette nouvelle dynamique serait de nature, si elle se confirme, à accentuer la pénurie de main-d'œuvre au Canada.

Le prix du lait canadien augmentera de 10,9% cette année

Après une hausse de 8,5% en février dernier, les prix augmenteront à nouveau de 2,5% au 1er septembre par rapport à l'an dernier. Selon le rapport de la Commission canadienne du lait, les coûts de production auraient baissé de 1% en 2021 en raison de gains d'efficacité, dépassant l'augmentation du coût des intrants cette année-là. Interrogée sur ces hausses que le rapport ne permet pas d'expliquer, la commission a invoqué les coûts de production de 2020 pris comme référence (+2,8%) ainsi qu'une indexation partielle sur l'inflation.

La Ministre des Finances relance l'idée d'une taxe canadienne sur les services numériques

La dernière version du plan américain pour la réduction de l'inflation pourrait ne pas donner les moyens aux Etats-Unis de mettre en place une taxation réelle au seuil de 15% pour les multinationales ayant un revenu d'au moins 750 M €, comme le pays s'y était engagé dans le cadre d'un accord historique à l'OCDE. Le Canada s'est dit prêt, par la voix de sa Ministre des Finances Chrystia Freeland, à ressortir son projet de loi de taxation des services numériques si ladite taxe devait ne pas voir le jour. Le projet canadien prévoit une taxe de 3% qui entrerait en vigueur au 1er janvier 2024 et exposerait les puissantes sociétés du numérique américaines à payer des milliards de dollars supplémentaires au Canada. Les Etats-Unis, qui n'ont officiellement pas renié leur volonté d'un jour mettre en place le projet de taxe de l'OCDE, ont laissé entendre qu'ils répliqueraient au nouvel impôt canadien.

Entreprises

Enbridge appelle le Canada à être plus ambitieux dans l'exportation de son gaz naturel

Le PDG du transporteur d'hydrocarbures, Al Monaco, a déclaré vouloir relever le défi du transport de gaz naturel liquéfié vers l'Asie, après que son entreprise a récemment investi dans un projet de terminal d'export de gaz en Colombie-Britannique. Le bassin de l'ouest canadien d'où Enbridge tire son gaz naturel aurait de nombreux avantages par rapport à la Côte du Golfe américaine (s'étendant du Texas à la Floride) : une réduction de deux à quatre semaines du temps de trajet vers l'Asie et un important potentiel hydroélectrique qui pourrait réduire les émissions des installations. Selon Al Monaco, la Canada doit se saisir de ces enjeux stratégiques en réduisant les lourdes barrières réglementaires qui entravent les investissements, et ainsi développer une forme d'énergie qui répondrait aux besoins de la transition énergétique.

Le constructeur automobile Tesla étudierait l'opportunité de construire une nouvelle usine en Ontario

Après l'inauguration fin 2021 à Markham d'une usine servant à la production de batteries électriques, Tesla aurait à nouveau l'ambition d'implanter une usine en Ontario. C'est l'entreprise elle-même qui, pour respecter ses obligations légales, a révélé son activité de lobbying après avoir reçu des signaux positifs de la part du gouvernement de l'Ontario. Lors de l'assemblée générale qui s'est tenue le 4 août dernier, le président de Tesla, Elon Musk, a semblé abonder la piste canadienne sans préciser ni le lieu de l'implantation ni la date exacte de l'annonce.

Moderna va construire une nouvelle usine à Laval

L'entreprise pharmaceutique américaine a décidé d'implanter son usine canadienne de fabrication de vaccins à base d'ARN messager à Laval, à l'ouest de Montréal. Le site devrait servir à produire des vaccins contre la covid19 et développer des traitements contre Alzheimer et le VIH. Le coût estimé du chantier est de 180 M CAD (137 M €) et l'usine, une fois opérationnelle, emploiera 75 personnes qui fabriqueront 100 millions de doses de vaccin par an. Un temps envisagé dans l'est de Montréal pour accélérer son développement économique, Moderna a rejeté l'option qui aurait nécessité une décontamination des sols trop couteuse.